



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

météorologie

Question écrite n° 20867

Texte de la question

M. Albert Facon appelle l'attention de M. le ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, sur les menaces de fermeture de centres départementaux de météorologie et notamment sur celui de Boulogne-sur-Mer. En effet, le président de Météo France a présenté ses propositions de plan stratégique décrivant l'évolution de l'établissement pour les dix ans à venir. Il a annoncé aux personnels la fermeture probable d'au moins la moitié des centres départementaux et stations locales ainsi qu'une réduction des effectifs de 15 à 28 %. Ces centres réalisent l'observation, la prévision et la climatologie, 365 jours par an, au niveau du département. Leur mission première est de participer à la sécurité des personnes et des biens. Dans ce cadre, ils interviennent auprès des préfetures en cas de risque météorologique majeur (procédure de vigilance, plans départementaux) ainsi que dans la réalisation des PPI, plan particuliers d'intervention (centrales nucléaires, entreprises classées Seveso). Ils collaborent également étroitement avec les services de gestion des routes, les services de protection des crues et les services de la sécurité aérienne. La fermeture d'une partie de ces centres et la réduction massive de personnel, sans concertation, seraient catastrophiques pour la réalisation de toutes ces missions. Les arguments d'économie budgétaire sont irrecevables ne serait-ce que parce que Météo France est le service météorologique national qui, proportionnellement à son budget, perçoit la plus faible dotation de l'État, en comparaison des services analogues occidentaux (européens et nord-américains). Dans le même temps, l'Organisation météorologiques mondiale (OMM), agence de l'ONU, démontre que «chaque euro consacré à la préparation aux aléas météorologiques, climatiques et hydrauliques permet d'en économiser sept qu'il faudrait autrement dépenser pour remédier aux pertes économiques consécutives à une catastrophe». En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui préciser ses intentions sur l'avenir de Météo France et de ses centres départementaux.

Texte de la réponse

L'Établissement public Météo-France, référence mondiale, a engagé en 2006 une démarche de définition de son plan stratégique à dix ans, afin d'identifier les grands enjeux des évolutions techniques, économiques, politiques et sociales dans son domaine de compétence. L'objectif de l'établissement est de faire aujourd'hui les choix stratégiques indispensables pour conserver et accroître en 2017 son niveau scientifique et technique international, et la qualité de ses prestations. Cette réflexion intervient bien sûr dans un contexte de nécessaire maîtrise des dépenses publiques. Le processus de révision générale des politiques publiques (RGPP) est en cours. Le 12 décembre dernier, le conseil de modernisation des politiques publiques a annoncé que « l'organisation de Météo-France serait revue, dans le sens d'un allègement progressif de ses implantations départementales, compte tenu des évolutions technologiques, qui ne rendent plus aussi utile un maillage très fin ». L'ensemble des modifications de l'organisation du service météorologique sera fait en tenant compte de l'objectif de qualité indispensable à la sécurité des personnes et des biens et à la compréhension du changement climatique et de ses conséquences, mais également aux intérêts économiques qui peuvent être particulièrement sensibles à la météorologie. Les décisions d'évolution de l'organisation de Météo-France et de son organisation territoriale seront prises en concertation, et en ayant à l'esprit l'importance d'une expertise

météorologique nationale de haut niveau, en particulier au regard des évolutions climatiques et de la lutte contre le réchauffement qui est l'une des premières priorités du Grenelle de l'environnement. Dans ce cadre, les représentants locaux, partenaires et utilisateurs des prestations de Météo-France, professionnels et élus, seront consultés afin de garantir la continuité d'un service de qualité, en optimisant les moyens et les implantations. De la même manière, l'État prend soin de doter l'établissement public des moyens financiers nécessaires à l'accomplissement de ses missions de service public. Ainsi, l'évolution de la dotation de l'État n'a pas été pénalisante pour l'établissement public. En effet, celui-ci a su réaliser les gains de productivité raisonnables correspondant à la diminution de 0,3 % par an en euros constants prévue par son contrat d'objectifs 2005-2008. Il a en outre pu préserver sa capacité d'innovation et d'investissement grâce à l'augmentation régulière de ses ressources propres, qui représentent désormais près 40 % de l'ensemble de ses recettes. Cette orientation générale, marquée par la continuité des missions et la maîtrise des coûts, sera maintenue par le ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Données clés

Auteur : [M. Albert Facon](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (14^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 20867

Rubrique : État

Ministère interrogé : Écologie, énergie, développement durable et aménagement du territoire

Ministère attributaire : Écologie, énergie, développement durable et aménagement du territoire

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 15 avril 2008, page 3164

Réponse publiée le : 13 mai 2008, page 4011